

Unité départementale des Alpes Maritimes et du Var
98 rue Montebello
83000 Toulon

Toulon, le 16/05/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/05/2026

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SPMR

1211 Chemin Maupas
38200 Villette-De-Vienne

Références : D-UD83-2026-0196
Code AIOT : 0006400247

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/05/2026 dans l'établissement SPMR implanté Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens. L'inspection a été annoncée le 16/03/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Action régionale sur le risque d'explosion lié à la présence d'une atmosphère explosible (ATEX)

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SPMR
- Chemin du Drap - Lieu dit Les Barestes BP 52 83481 Puget-sur-Argens
- Code AIOT : 0006400247
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

La société SPMR (Société du Pipeline Méditerranée Rhône) exploite un terminal de livraison d'hydrocarbures. La vocation de ce site est la distribution de carburants transportés depuis la zone de l'Etang de Berre par un pipeline à destination du dépôt pétrolier DPCA de Puget Sur Argens.

Les installations principales du terminal sont constituées de réservoirs de stockage de liquides inflammables .

La société TRAPIL assure, pour le compte de SPMR, l'exploitation, la maintenance, la surveillance et la sécurité du terminal et du réseau via un contrat de prestation de gestion industrielle.

Thèmes de l'inspection :

- AR - 11

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des

suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Plan général des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
3	Installations électriques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66	Sans objet
4	Identification des zones à risques	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48	Sans objet
5	Formation d'atmosphère explosive	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67	Sans objet
6	Conformité des appareils	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Plusieurs événements accidentels récents ont fait apparaître une problématique associée au risque d'explosion lié à la présence d'une atmosphère explosive (ATEX). Dans ce contexte, une action régionale a été déclinée en région PACA afin de vérifier la conformité à l'arrêté ministériel du 04/10/2010 relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la

protection de l'environnement soumises à autorisation.

SPMR a fait l'objet d'une inspection dans le cadre de cette action régionale.

Il a été constaté que l'exploitant fait réaliser une vérification de l'adéquation de l'ensemble des équipements (équipements électriques, matériels d'instrumentation et matériel mécanique) situés en atmosphères explosibles gaz de son dépôt annuellement, et que les observations relevées font l'objet d'actions correctives.

Suite à cette inspection, il est demandé à l'exploitant de :

- mettre à jour le plan ATEX de son site en intégrant le local DCI, dans un délai de 1 mois,
- veiller à tracer précisément les actions mises en œuvre et leurs dates de réalisation dans le cadre de ce plan d'action et des vérifications annuelles électriques (Q18),
- justifier la conformité du débit de l'extraction de local d'échantillonnage.

Ces éléments sont détaillés dans les points de contrôle ci-après.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Zone à risque d'incendie et/ou d'explosion

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Identification des zones à risques
Prescription contrôlée : L'exploitant identifie les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. [...]
Constats : L'exploitant a transmis le Document Relatif à la Protection contre les Explosions DRPCE de TRAPIL de référence DQHSE-HSE/PS/018 révision 3 du 24/11/2024. Le DRPCE rend compte de l'analyse de risque par rapport aux installations et produits transportés ou stockés, les mesures organisationnelles, l'inventaire des matériels et équipements ainsi que l'analyse des matériels ou assemblages non identifiés. Il est commun à l'ensemble des installations des secteurs exploités par TRAPIL : <ul style="list-style-type: none">- station de pompage,- terminaux de livraison/expédition, ce qui est le cas pour le site de Puget sur Argens- installations annexes (chambres à vannes...),- dépôts, ce qui est le cas pour le site de Puget sur Argens- chargement camions, ce qui peut être le cas pour le site de Puget sur Argens de manière exceptionnel. Les chargements sont réalisés dans la zone EPPA du site de DPCA.- banc étalon,- laboratoire d'analyse, d'échantillonnage, ce qui est le cas pour le site de Puget sur Argens L'annexe 5 du DRPCE nommée « détermination des emplacements dangereux dans les installations » définit les zones ATEX par type d'activités. Pour le site de Puget cela correspond aux stockages, terminaux et laboratoire d'échantillonnage. L'annexe 7 du DRPCE détaille l'ensemble des références de matériels classés par fonction, qui sont compatibles avec les zones ATEX.

Le risque électrostatique est intégré dans les risques identifiés du DRPCE, notamment liés aux travailleurs.

Concernant les matériels anciens, le DRPCE définit que les matériels non identifiés par marquage et les assemblages font l'objet d'une analyse et d'une validation TRAPIL réalisée suivant le référentiel du MATEX_T chapitre 7 « Analyse de risque des matériels non identifiables ATEX ». Cette analyse puis validation réalisées par la division technique de TRAPIL et son groupe de travail ATEX :

- permet le maintien en service des matériels identifiés et des assemblages,
- fixe les barrières à mettre en œuvre et à maintenir pour garantir la sécurité des installations, des personnels.

La déclinaison pour le site de Puget est reprise dans le plan de zonage ATEX fourni lors de la visite d'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan général des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 60

Thème(s) : Risques accidentels, Plan des zones à risques

Prescription contrôlée :

L'exploitant tient à jour les documents suivants :

- [...] ;
- les plans d'implantation des installations, en particulier des zones à risques mentionnées à l'article 48 avec une description des dangers pour chaque local présentant des risques particuliers ;
- [...]

Constats :

L'exploitant a fourni le plan de zonage ATEX du site de Puget sur Argens en séance. Ce plan est daté du 19/06/2025.

Les zones 0 / 1 / 2 sont clairement indiquées. Le plan présente également certains équipements avec des coupes verticales permettant de préciser la localisation exacte des zones ATEX. A titre d'exemple le ciel gazeux d'un bac de stockage.

Le plan reprend les différentes installations définies dans le DRPCE.

Cependant le local du groupe motopompe de la défense contre l'incendie associé à un réservoir de fioul de 500 litres n'est pas référencé dans le plan du site et dans le plan ATEX. Ce local est excentré de la zone d'exploitation (environ 120 mètres) mais doit être intégré au plan du site. Le marquage ATEX sur le mur d'entrée du local DCI et sur le sol est présent.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit fournir son plan mis à jour intégrant la zone du local DCI dans un délai de 1 mois.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 3 : Installations électriques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 66
Thème(s) : Risques accidentels, Vérifications périodiques
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>[...] A. - Les installations électriques sont conçues, réalisées et entretenues de manière à prévenir tout feu d'origine électrique. La conception, la réalisation et l'entretien des installations électriques conformément à la norme NFC 15-100 dans sa version en vigueur permettent de répondre aux exigences. [...]</p> <p>Les installations électriques sont contrôlées après leur installation ou suite à modification. Elles sont contrôlées périodiquement par une personne compétente, conformément aux dispositions de la section 5 du chapitre VI du titre II de livre II de la quatrième partie du Code du travail relatives à la vérification des installations électriques. [...]</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis les 2 derniers rapports de vérification des installations électriques - Q18- réalisés par le bureau d'études APAVE :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Rapport 134492126-001-1 du 09/10/2024 : constat d'une nouvelle observation sur le non fonctionnement du dispositif différentiel du tableau TD prises - POC4 3X16A du TGBT - Rapport 134492126-002-1 du 22/05/2025 : Rappel de la non-conformité relevée lors du dernier contrôle, et qui n'a pas été corrigée. <p>Le TGBT a été totalement changé en 02/2026, levant la non-conformité associée.</p> <p>L'APAVE a effectué une vérification initiale du TGBT le 04/03, l'exploitant est en attente du rapport de contrôle.</p> <p>De plus la vérification annuelle pour le Q18 est programmée entre le 11 et le 21/05/2026 sur tous les sites de la zone sud, comme indiqué sur le permis de travail d'intervention fourni en séance.</p> <p>L'exploitant a présenté son organisation dans le cas d'observations relevées sur les rapports de contrôle, ou en cas d'incident. Pour chaque rapport avec observation ou incident, un ordre de travail est établi associé à des priorités 1, 2 ou 3. Le suivi est réalisé avec un logiciel de GMAO.</p>
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'exploitant doit veiller à intégrer l'ensemble des observations relevées dans les rapports de contrôle.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Identification des zones à risques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 48
Thème(s) : Risques accidentels, Matérialisation des zones à risques
Prescription contrôlée : [...] les zones de l'établissement susceptibles d'être à l'origine d'incendie ou d'explosion de par la présence de matières dangereuses stockées ou utilisées ou par la présence d'atmosphères explosibles pouvant survenir soit de façon permanente ou occasionnelle dans le cadre du fonctionnement normal des installations, soit susceptible de se présenter de façon accidentelle ou sur de courte durée. Ces zones sont matérialisées par des moyens appropriés et reportées sur un plan systématiquement tenu à jour. La nature exacte du risque (atmosphère potentiellement explosible, etc.) et les consignes à observer sont indiquées à l'entrée de ces zones et, en tant que de besoin, rappelées à l'intérieur de celles-ci. Ces consignes sont incluses dans les plans de secours s'ils existent.
Constats : L'entrée du terminal est fermé par un portail sur lequel est indiqué le risque ATEX via le pictogramme ATEX et les interdictions d'apporter du feu et d'entrer avec un téléphone portable. Sur le site des pictogrammes ATEX sont positionnés sur l'entrée de la zone sur des panneaux, au sol, sur la cuvette de rétention, sur la porte du local échantillonnage, sur le local DCI. L'exploitant a transmis les attestations de formation initiale des 3 opérateurs TRAPIL intervenants sur le site. Ces formations suivies en 12/2018 avaient pour objectifs l'acquisition des connaissances nécessaires afin de pouvoir travailler en toute sécurité en zone à risque d'explosion en conformité avec les directives ATEX en vigueur. Ces formations sont complétées par les formations "GIES niveau 2" sur la sécurité sur sites chimiques et industriels dans laquelle le risque ATEX est repris. Cette formation ayant une validité de 3 ans, elle fait l'objet d'un recyclage régulier. Les intervenants extérieurs reçoivent les consignes du site via les permis de travail. Ces intervenants sont toujours accompagnés d'un agent d'exploitation TRAPIL, sauf pour le gardien. Le permis de travail du gardien présenté en séance indique une obligation d'utilisation matériel ATEX notamment pour la lampe torche, le DATI ou le téléphone. Un contrôle du gardiennage dont des matériels est effectué par TRAPIL environ 1 fois par mois en lien avec d'autres contrôles de type VIGIPIRATE. En cas de dysfonctionnement, un rappel réglementaire est fait à l'entreprise. Les chantiers font l'objet de contrôle par les agents TRAPIL via une application « prev-risque ». Annuellement, une réunion d'agrément est organisée par TRAPIL avec toutes les entreprises intervenantes afin de rappeler les consignes, risques et spécificités des sites.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Formation d'atmosphère explosive

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 67
Thème(s) : Risques accidentels, Ventilation des locaux
Prescription contrôlée : Les locaux identifiés à l'article 48 et recensés comme pouvant être à l'origine d'explosion sont convenablement ventilés pour éviter l'accumulation dangereuse de vapeurs inflammables et prévenir la formation d'atmosphère explosive permanente en fonctionnement normal.
Constats : Le local d'échantillonnage automatique présente un risque ATEX. Ainsi un extracteur d'air est en marche forcée en permanence. Il a été constaté la présence et le fonctionnement de cet extracteur implanté au niveau du sol du local. L'exploitant indique que toutes les cabines d'échantillonnages présentes sur leurs différents sites sont standardisées. Ainsi une analyse de la suffisance des débits d'air a été réalisée sur une cabine du site de Lavéra. Le rapport d'analyse de la cabine de Lavéra présenté indique que ce local de 19 m ³ doit avoir un renouvellement d'air de 4 volume d'air par heure, soit 76 m ³ /h. L'extracteur présent permet un renouvellement d'air de 700 m ³ /h. Les conclusions sont duplicables pour les cabines des autres sites.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit transmettre sous 1 mois le justificatif permettant de valider la standardisation de la cabine d'échantillonnage et des équipements associés pour tous les sites, ainsi que les éléments justifiant l'adéquation du renouvellement d'air avec le risque ATEX.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Conformité des appareils

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 65
Thème(s) : Risques accidentels, Adéquation produits ATEX / Zonage
Prescription contrôlée : Dans les parties de l'installation mentionnées à l'article 48 et recensées comme pouvant être à l'origine d'une explosion, les équipements utilisés sont conformes aux dispositions des articles R. 557-7-1 à R. 557-7-9 du Code de l'environnement relatifs à la conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles.
Constats : L'exploitant a présenté le rapport de vérification de l'APAVE n°134478497-002-1 daté du 21/05/2025 en version 3 dont l'objet est de s'assurer de la conformité aux dispositions réglementaires et normatives d'installations électriques placées en zone explosible (ATEX), lors des phases de conception et de réalisation, eu égard à la protection des personnes au travail contre les risques d'explosion d'origine électrique. Ce rapport fait état de 3 observations. Ces observations ont fait l'objet d'actions correctives finalisées pour 2 d'entre elles et la 3ème

observation est en cours de traitement en interne (presse étoupe dans un assemblage ancien en cours d'analyse puis validation par la division technique de TRAPIL)

Une nouvelle vérification va être réalisée par l'APAVE entre le 11 et le 21 mai 2026.

Lors de la visite terrain, le capteur FLOTECT 65FSL111 a été contrôlé. Il s'agit d'un capteur de passage de produit au niveau d'une soupape donc un capteur d'ouverture de cette soupape. Le rapport APAVE indiquait un marquage illisible. Le capteur a donc été changé.

Il présente un bon état et l'étiquette comporte les indications minimales :

- la marque déposée et l'adresse du fabricant : W.E ANDERSON - FLOTECT - MICHIGAN City USA ;
- Le marquage CE ;
- Le type de produit / série avec l'année de fabrication : A09AK / 2025;
- Le marquage spécifique de protection contre les explosions suivi par le symbole du groupe d'appareils et de la catégorie
- Marquage ATEX avec les informations spécifiques gaz mode de protection, température... : II 2 G et Ex db IIB T6 Gb . Ces données sont cohérentes avec le classement de la zone : ATEX 1.
- l'organisme notifié et son numéro de certificat : DEKRA - KEMA 03ATEX2383

L'exploitant a présenté l'attestation de conformité UE du 07/10/2016, ainsi que la notice d'utilisation en français. Ces éléments sont cohérents avec les matériels inspectés.

Type de suites proposées : Sans suite